



Assemblée générale

Distr. limitée
3 novembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Troisième Commission

Point 68 b) de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

**Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Costa Rica,
Équateur, Guatemala, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay
et Venezuela (République bolivarienne du) : projet de résolution**

Droits de l'homme et extrême pauvreté

L'Assemblée générale,

Guidée par les buts et les principes de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques², le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels², la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes³, la Convention relative aux droits de l'enfant⁴, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁵, la Convention relative aux droits des personnes handicapées⁶ et les autres instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant sa résolution 47/196 du 22 décembre 1992, par laquelle elle a proclamé le 17 octobre Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, et sa résolution 62/205 du 19 décembre 2007, par laquelle elle a proclamé la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017), ainsi que sa résolution 67/164 du 20 décembre 2012 et ses résolutions antérieures sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, dans lesquelles elle a réaffirmé que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale constituent une atteinte à la dignité

¹ Résolution 217 A (III).

² Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

⁴ *Ibid.*, vol. 1577, n° 27531.

⁵ *Ibid.*, vol. 660, n° 9464.

⁶ *Ibid.*, vol. 2515, n° 44910.



humaine et que des mesures doivent donc être prises d'urgence aux niveaux national et international pour y mettre fin,

Rappelant également sa résolution 52/134 du 12 décembre 1997, dans laquelle elle a reconnu que le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme est indispensable à la compréhension, à la promotion et à la protection effectives de tous les droits de l'homme,

Rappelant en outre les résolutions du Conseil des droits de l'homme 2/2 du 27 novembre 2006⁷, 7/27 du 28 mars 2008⁸, 8/11 du 18 juin 2008⁹, 12/19 du 2 octobre 2009¹⁰, 15/19 du 30 septembre 2010¹¹, 17/13 du 17 juin 2011¹² et 26/3 du 26 juin 2014¹³,

Rappelant la résolution 21/11 du Conseil des droits de l'homme, en date du 27 septembre 2012¹⁴, par laquelle le Conseil a adopté des principes directeurs sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté¹⁵, qui offrent aux États un outil utile pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de réduction et d'élimination de la pauvreté, selon que de besoin,

Réaffirmant les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, se félicitant d'avoir tenu une réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et rappelant le document final de cette réunion, qui figure dans sa résolution 65/1 du 22 septembre 2010,

Consciente que l'élimination de la pauvreté est l'objectif primordial des activités qui sont actuellement menées dans le cadre du suivi de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et sachant que l'élimination de la pauvreté est l'objectif primordial de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015,

Constatant avec préoccupation que, dans la deuxième Décennie pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017), si la pauvreté a reculé, notamment dans certains pays à revenu intermédiaire, les progrès sont inégaux et la population pauvre continue d'augmenter dans certains pays, les femmes et les enfants étant les plus touchés,

Rappelant sa résolution 68/309 du 10 septembre 2014 sur le rapport de son Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable établi en application de la résolution 66/288, intitulée « L'avenir que nous voulons »¹⁶,

Profondément préoccupée par le fait que l'extrême pauvreté perdure dans tous les pays du monde, quelle que soit leur situation économique, sociale ou culturelle, et que, de par son ampleur et ses manifestations, notamment la faim, la traite d'êtres humains, la maladie, le manque de logements convenables, l'analphabétisme et le

⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 53 (A/62/53)*, chap. I, sect. A.

⁸ *Ibid.*, *soixante-troisième session, Supplément n° 53 (A/63/53)*, chap. II.

⁹ *Ibid.*, chap. III, sect. A.

¹⁰ *Ibid.*, *soixante-cinquième session, Supplément n° 53 (A/65/53)*, chap. I, sect. A.

¹¹ *Ibid.*, *Supplément n° 53A (A/65/53/Add.1)*, chap. II.

¹² *Ibid.*, *soixante-sixième session, Supplément n° 53 (A/66/53)*, chap. III, sect. A.

¹³ *Ibid.*, *soixante-neuvième session, Supplément n° 53 (A/69/53)*, chap. V, sect. A.

¹⁴ *Ibid.*, *soixante-septième session, Supplément n° 53A (A/67/53/Add.1)*, chap. II.

¹⁵ A/HRC/21/39.

¹⁶ A/68/970.

désespoir, elle est particulièrement grave dans les pays en développement, tout en reconnaissant les progrès appréciables que l'action contre l'extrême pauvreté a permis d'accomplir dans plusieurs régions du monde,

Profondément préoccupée également par le fait que les inégalités, les violences et les discriminations tenant au sexe exacerbent l'extrême pauvreté, les femmes et les filles étant touchées de manière disproportionnée,

Soulignant qu'il faudrait tout particulièrement prêter attention aux pauvres et aux personnes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les peuples autochtones qui vivent dans l'extrême pauvreté,

Préoccupée par les problèmes de l'heure, notamment ceux qui découlent de la crise financière et économique, de la crise alimentaire et des craintes que la sécurité alimentaire ne cesse de susciter, par les difficultés croissantes dues au changement climatique et à la perte de diversité biologique et par l'augmentation qu'ils provoquent du nombre des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, ainsi que par leurs conséquences défavorables sur la capacité des États de combattre l'extrême pauvreté, surtout les pays en développement,

Considérant que l'élimination de l'extrême pauvreté est un impératif majeur à l'heure de la mondialisation et qu'elle nécessite une action coordonnée et suivie faisant appel à des mesures décisives au niveau national et à la coopération internationale,

Considérant également que les systèmes de protection sociale apportent une contribution essentielle à la réalisation des droits de l'homme pour tous, en particulier les personnes vulnérables ou marginalisées qui sont prises au piège de la pauvreté et soumises à la discrimination,

Considérant en outre que les inégalités persistantes et croissantes à l'intérieur des pays et entre les pays constituent un obstacle majeur à l'élimination de la pauvreté, touchant tout particulièrement les groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés,

Soulignant la nécessité de mieux comprendre et traiter les causes et les conséquences de l'extrême pauvreté,

Réaffirmant que, puisque l'extrême pauvreté généralisée fait obstacle à la jouissance effective et sans restrictions des droits de l'homme et risque, dans certaines circonstances, de compromettre le droit à la vie, la communauté internationale doit continuer de s'attacher à titre prioritaire à l'atténuer dans l'immédiat, pour finir par l'éliminer,

Soulignant que le respect de tous les droits de l'homme, lesquels sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés, est d'une importance primordiale pour tous les programmes et politiques de lutte contre l'extrême pauvreté,

Soulignant également que les chefs d'État et de gouvernement ont fait de l'élimination de l'extrême pauvreté un objectif prioritaire, à la réalisation duquel il faut s'atteler d'urgence, ainsi qu'il ressort des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes,

Réaffirme que la démocratie, le développement et la jouissance effective et sans restrictions des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants, se renforcent mutuellement et contribuent à l'élimination de l'extrême pauvreté,

1. *Réaffirme* que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale portent atteinte à la dignité humaine et que des mesures doivent donc être prises d'urgence, aux niveaux national et international, pour y mettre fin;

2. *Réaffirme également* qu'il est indispensable que les États favorisent la participation des plus démunis à la prise des décisions au sein de la société dans laquelle ils vivent, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre l'extrême pauvreté, comme il est indispensable que les personnes qui vivent dans la pauvreté, sont touchées par la pauvreté, appartiennent à des groupes vulnérables ou marginalisés ou sont dans des situations de vulnérabilité ou de marginalisation se voient donner les moyens de s'organiser et de prendre part à la vie politique, économique, sociale et culturelle sous tous ses aspects, en particulier la planification et la mise en œuvre des politiques qui les concernent, pour pouvoir ainsi devenir de véritables partenaires de développement;

3. *Souligne* que l'extrême pauvreté est un problème fondamental auquel doivent s'attaquer les gouvernements, la société civile, les organisations communautaires à vocation sociale et le système des Nations Unies, y compris les institutions financières internationales, et réaffirme à ce propos que la volonté politique est le préalable de l'élimination de la pauvreté;

4. *Affirme* que les activités de développement de l'Organisation des Nations Unies doivent donner la priorité absolue à l'élimination de la pauvreté et qu'il est essentiel de s'attaquer aux causes de la pauvreté et aux problèmes qui y sont associés en adoptant des stratégies intégrées, coordonnées et cohérentes aux niveaux national, intergouvernemental et interinstitutions, comme l'envisagent les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes;

5. *Réaffirme* que l'existence de situations d'extrême pauvreté généralisée fait obstacle à la jouissance effective et sans restrictions des droits de l'homme et fragilise la démocratie et la participation populaire;

6. *Considère* qu'il faut promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en vue de répondre aux besoins sociaux les plus pressants des personnes qui vivent dans la pauvreté, notamment en concevant et en mettant sur pied des mécanismes propres à renforcer et à consolider les institutions et la gouvernance démocratiques;

7. *Réitère* les engagements pris dans la Déclaration du Millénaire¹⁷, en particulier celui de ne ménager aucun effort pour combattre l'extrême pauvreté, assurer le développement et éliminer la pauvreté, et notamment de réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à un dollar des États-Unis par jour et de celle qui souffre de la faim;

8. *Réitère également* l'engagement pris au Sommet mondial de 2005 d'éliminer la pauvreté et de promouvoir une croissance économique soutenue, le

¹⁷ Résolution 55/2.

développement durable et la prospérité pour tous, y compris les femmes et les filles, dans le monde entier¹⁸;

9. *Réitère en outre* l'engagement pris à la réunion plénière de haut niveau qu'elle a consacrée aux objectifs du Millénaire pour le développement de progresser plus vite pour réduire l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015¹⁹;

10. *Réaffirme* que la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017) a pour objet d'appuyer, de manière efficace et coordonnée, la poursuite de la réalisation des objectifs de développement relatifs à l'élimination de la pauvreté arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, et de coordonner l'assistance internationale à cette fin;

11. *Reconnaît* que, dans son rapport¹⁶, le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable réaffirme que l'élimination de la pauvreté est la plus grande difficulté à laquelle le monde fait face actuellement et qu'à cet égard, il propose de mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde, y compris en fixant une cible spécifique en vue de l'élimination totale de l'extrême pauvreté dans le monde entier d'ici à 2030;

12. *Rappelle* que les mesures en faveur de l'accès universel aux services sociaux et à une protection sociale minimale peuvent grandement contribuer à la consolidation des acquis du développement et à l'accomplissement de nouvelles avancées en la matière, et que les systèmes de protection sociale qui traitent et réduisent les inégalités et l'exclusion sociale sont indispensables pour préserver les progrès déjà faits dans le sens des objectifs du Millénaire pour le développement, et prend note à ce propos de la recommandation n° 202 de l'Organisation internationale du Travail concernant les socles de protection sociale;

13. *Encourage* les États, lorsqu'ils élaborent, mettent en œuvre, suivent et évaluent des programmes de protection sociale, à veiller tout au long de ce processus à y intégrer la préoccupation de l'égalité des sexes ainsi que la promotion et la protection de tous les droits de l'homme, comme ils en ont l'obligation au regard du droit international applicable en la matière;

14. *Encourage également* les États à prendre les mesures nécessaires pour éliminer toute discrimination à l'encontre de qui que ce soit, en particulier des personnes vivant dans la pauvreté, à s'abstenir d'adopter toute loi, réglementation ou pratique qui empêcherait l'exercice de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, ou restreindrait l'exercice de ces droits, et à veiller à assurer aux pauvres l'égalité d'accès à la justice;

15. *Salue* les efforts en cours pour renforcer et soutenir la coopération Sud-Sud ainsi que la coopération triangulaire, sachant qu'elles contribuent à l'action menée par les pays en développement en vue d'éliminer la pauvreté, et souligne que la coopération Sud-Sud ne vient pas remplacer, mais compléter la coopération Nord-Sud;

16. *Encourage* la communauté internationale à redoubler d'efforts pour remédier aux problèmes qui contribuent à l'extrême pauvreté, notamment ceux qui

¹⁸ Voir résolution 60/1.

¹⁹ Voir résolution 65/1.

découlent de la crise financière et économique, de la crise alimentaire et des inquiétudes que la sécurité alimentaire ne cesse de susciter, ainsi qu'aux difficultés croissantes dues au changement climatique et à la perte de diversité biologique observés partout dans le monde, et surtout dans les pays en développement, en resserrant sa coopération pour aider au renforcement des capacités nationales;

17. *Réaffirme* l'importance décisive de l'éducation, scolaire ou extrascolaire, pour l'élimination de la pauvreté et la réalisation des autres objectifs de développement définis dans la Déclaration du Millénaire, en particulier l'importance de l'éducation et de la formation de base pour l'élimination de l'analphabétisme, ainsi que des efforts visant à développer l'enseignement secondaire et supérieur, de même que l'enseignement professionnel et la formation technique, surtout pour les filles et les femmes, à valoriser les ressources humaines, à mettre en place des infrastructures et à autonomiser ceux qui vivent dans la pauvreté, réaffirme à ce propos le Cadre d'action de Dakar, adopté au Forum mondial sur l'éducation le 28 avril 2000²⁰, et note l'importance que revêt la stratégie pour l'élimination de la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté, définie par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour appuyer les programmes de l'Éducation pour tous et contribuer ainsi à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement qui est de rendre l'enseignement primaire universel d'ici à 2015;

18. *Invite* le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à continuer d'accorder un rang de priorité élevé à la question des rapports entre l'extrême pauvreté et les droits de l'homme et à poursuivre les travaux sur le sujet;

19. *Appelle* les États, les organismes des Nations Unies, en particulier le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour le développement, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à continuer de prêter l'attention voulue aux liens entre les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, et encourage le secteur privé et les institutions financières internationales à faire de même;

20. *Prend note avec intérêt* des principes directeurs sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté¹⁵ que le Conseil des droits de l'homme a adoptés par sa résolution 21/11¹⁴, parce qu'ils offrent aux États un outil utile pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de réduction et d'élimination de la pauvreté, selon que de besoin;

21. *Encourage* les gouvernements, les organes, fonds, programmes, institutions spécialisées et autres organismes compétents des Nations Unies, les autres organisations intergouvernementales, les institutions nationales des droits de l'homme ainsi que les organisations non gouvernementales et les acteurs non étatiques, y compris le secteur privé, à tenir compte de ces principes pour formuler et mettre en œuvre leurs politiques et mesures concernant les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté;

22. *Prie* le Haut-Commissariat d'assurer aux principes directeurs la diffusion appropriée;

²⁰ Voir Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport final du Forum mondial sur l'éducation, Dakar (Sénégal), 26-28 avril 2000* (Paris, 2000).

23. *Salue* les mesures prises par les entités de tout le système des Nations Unies pour tâcher d'intégrer dans leurs travaux la Déclaration du Millénaire et les objectifs de développement arrêtés au niveau international qui y sont énoncés;

24. *Salue également* le travail accompli par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, ainsi que les rapports qu'il lui a présentés à ses soixante-huitième et soixante-neuvième sessions²¹;

25. *Décide* de poursuivre, à sa soixante et onzième session, au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme », l'examen de la question subsidiaire intitulée « Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

²¹ A/68/293 et A/69/297.